

# Les Français inquiets pour les services publics

Un sondage fait état des craintes des citoyens pour ce secteur, qu'ils estiment oublié dans les débats électoraux

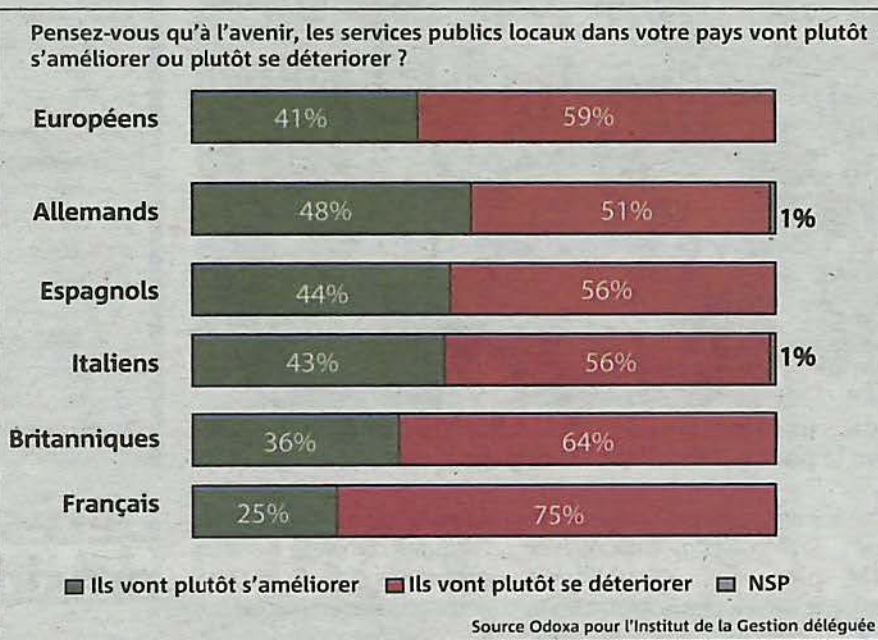
Inquiets. Trois Français sur quatre craindraient une dégradation de leurs services publics locaux. C'est en tout cas ce que montre un sondage Odoxa réalisé entre le 3 et 13 janvier dernier pour l'Institut de la gestion déléguée, une fondation d'entreprises pour promouvoir la « performance des services publics ». 1010 Français ont été interrogés via Internet, ainsi que 3055 Européens.

## ● Les Français sont satisfaits de leurs services publics

Premier constat : les Français sont majoritairement satisfaits (à 54% contre 46%) de leurs services publics locaux. L'institut de sondage a comparé ces résultats à ceux de cinq autres pays européens. Chez nos voisins latins, Espagnols et Italiens, une majorité d'habitants se disent mécontents de leurs services publics, contrairement à l'Allemagne (74% de satisfaits) et l'Angleterre. Avec 58% de satisfaits, elle obtient un score à peu près équivalent à celui observé en France – ceci alors que le niveau d'attente y est traditionnellement moins fort.

## ● Ils considèrent que c'est un avantage concurrentiel

Une preuve de cette satisfaction des Français envers leurs services publics, locaux et nationaux ? Ces secteurs sont les seuls pour lesquels une majorité de Français estime être mieux servie que ses voisins européens (à l'inverse, ils ne sont que 11% à le penser concernant la lutte contre le chômage).



## ● Ils sont les plus pessimistes pour l'avenir

Mais alors que 41% des Européens considèrent que leurs services publics vont « plutôt s'améliorer », 75% des Français les voient se dégrader dans le futur. C'est le plus fort pourcentage parmi les pays européens sondés. Ils sont autant à se déclarer « inquiets » à propos de cette dégradation. Une inquiétude partagée dans des proportions comparables quelle que soit l'orientation politique : à 81% chez ceux se situant à gauche, 75% chez ceux qui se disent proches du Front national et enfin 68% chez les sympathisants de droite (hors Front national).

## ● Un sujet absent de la campagne présidentielle

Alors qu'ils sont unanimes (84%) pour dire que cet aspect est important à leurs yeux, ils sont 74% à juger que cette thématique de l'investissement dans les services publics est jusqu'ici absente des débats électoraux. Six Français sur dix affirment même qu'ils tiendront compte lors de leur vote des propositions sur cette question. Sauf qu'il va falloir faire preuve de pédagogie d'ici là : ils sont 72% à ne pas avoir « compris où et comment les économies dans la dépense publique promises par beaucoup de candidats » s'opéreront.

AURORE MALVAL

# Cinq candidats à la présidentielle face aux questions de santé

Cinq postulants à l'Élysée donneront demain leur vision de la santé et de la protection sociale futures. L'occasion de préciser leur programme sur un thème qu'affectionnent les Français, à la fois très attachés au système de santé et inquiets pour son avenir.

## Changements chez Fillon

Emmanuel Macron, candidat d'En marche!, ouvrira ce grand oral organisé par la Mutualité française au Palais Brongniart à Paris, avant de laisser la place à Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Benoît Hamon (PS), Yannick Jadot (EELV) et enfin François Fillon (Les Républicains). Disposant chacun d'une ving-

taine de minutes, ils présenteront leurs propositions, avant de répondre aux questions de trois think tanks (cercles de réflexion) aux couleurs politiques différentes : la Fondapol (classée à droite), la Fondation Jean-Jaurès (proche du PS) et Terra Nova (étiqueté à gauche).

L'enjeu est notamment de taille pour François Fillon, qui avait provoqué la polémique jusque dans son camp en proposant de « focaliser » l'assurance maladie sur les « gros » risques – affections graves ou de longue durée (ALD) – alors que les « petits » seraient remboursés par les mutuelles ou assurances privées. Accusé de vouloir « privatiser » la santé, le candidat de la droite

avait finalement retiré mi-décembre la proposition de son site web. « Sur la Sécurité sociale, beaucoup de choses vont changer », a d'ores et déjà prévenu, il y a une dizaine de jours, Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI et soutien du député de Paris.

## Mieux rembourser l'optique et le dentaire

Emmanuel Macron, qui n'a pas encore dévoilé son programme, devrait évoquer sa proposition de prise en charge à 100% des frais de lunette, des prothèses dentaires et d'audition dont on ignore toutefois qui, des mutuelles ou de la Sécu, en assurera la charge.

Un meilleur remboursement

de ces soins que partagent Nicolas Dupont-Aignan et Benoît Hamon.

Ce dernier s'est déclaré en effet pour que l'Assurance-maladie rembourse davantage les soins dentaires notamment, mais préconise à l'inverse son désengagement sur les médicaments « de confort ». Il pourrait aussi aborder la délicate question de la répartition des médecins sur le territoire. Enfin, le socialiste devrait réitérer sa proposition d'un « droit à la santé universel, indépendamment du statut professionnel ou personnel » en étendant l'aide à l'accès aux complémentaires santé aux fonctionnaires, retraités, étudiants et chômeurs longue durée.